

« Le PS et le CDH ont tourné le dos à nos valeurs »

SUR LA TABLE

Quelques textes déposés

Parmi les propositions concrètes, Denis Ducarme a donc déposé, avec Richard Millier, un texte visant à insérer un article 10 bis dans la Constitution. Le texte est libellé comme tel : « L'Etat est neutre. L'action des pouvoirs publics est impartiale ». Car, pour le MR, « une inscription claire des principes de neutralité et d'impartialité s'impose ». Dans le même ordre d'idées, le MR entend rappeler le principe, « non négociable », d'interdiction du port de signes convictionnels pour les fonctionnaires en contact avec les usagers. En vigueur dans la fonction publique fédérale, le MR souhaite le généraliser à tous les niveaux de pouvoir et l'étendre aux parlementaires, dans l'exercice de leurs fonctions.

V.L.A.

ENTRETIEN

Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre, s'est vu confier voici un an, par son parti, une réflexion interne sur le vivre ensemble, au travers d'assises de l'interculturalité. C'est avec cette double casquette qu'il entend (re)lancer le débat sur nos valeurs.

La priorité...

... ce sont bien sûr les 18 mesures annoncées par le Premier ministre. Certaines seront débattues encore avant la fin de l'année dans le cadre de la commission « Terrorisme ». Et là, notre volonté est de porter, le plus loin possible, le rassemblement national, l'esprit de concorde.

L'union nationale est fragile !

C'est vrai, j'ai entendu Laurette Onkelinx dire mardi qu'elle ne soutiendrait pas toutes les mesures, dont on a pourtant besoin pour mieux protéger les Belges. Je commence donc à voir des fissures, de la part du PS, avant même que les textes ne soient déposés ! Après Verviers et Charlie Hebdo, on avait déjà eu des messages d'unité nationale à gauche, et finalement ils ont refusé de voter l'urgence pour le retrait des cartes d'identité et Rudy Vervoort a comparé la déchéance de la nationalité pour les Belges coupables de terrorisme au sort des Juifs sous l'ère nazie.

Bref, l'union nationale a volé en éclats ?

J'ai constaté des fissures chez madame Khat-tabi aussi. Mais nous, nous voulons toujours un débat souple, pour avoir le soutien le plus large possible pour les mesures de sécurité. Il faudra aussi parler de prévention. Mais, ensuite, on ne pourra pas faire l'im-

passer sur le débat sur les valeurs. Et là, on ne pourra pas laisser la gauche faire l'impasser sur le devoir d'inventaire auquel elle doit se confronter, si on veut un minimum regarder les réalités en face dans ce pays.

Que voulez-vous dire ?

Depuis vingt ans, au MR, on réclame ce débat sur les valeurs. Pour nous, le socle commun des valeurs n'est pas négociable : on parle de l'égalité hommes/femmes, de la neutralité de l'Etat, de la liberté et la tolé-

rance religieuses, des droits et devoirs.

Le PS parle aussi des droits et devoirs.

On verra si cela va au-delà des paroles. Et puis reprendre ces termes, ce n'est pas suffisant. Il faudra que la gauche assume ! Souvenez-vous des appels qu'on a lancés il y a plus de dix ans, en matière d'intégration et de lutte contre le communautarisme ; ou les alertes par rapport au risque que représente l'islam radical dans notre pays. Nous avons été snobés !

Snobés ?

Plus que snobés. Nous avons été méprisés, traités de fachos ou d'islamophobes.

Par Philippe Moureaux ?

Entre autres, il n'est pas le seul, c'est le premier d'une longue liste de gens qui nous ont méprisés et insultés. Ceux qui ont tourné le dos aux valeurs, à la neutralité de l'Etat, à la laïcité, qui ont plongé dans le communautarisme pour des raisons électorales, c'est bien la gauche. Au début des années 80, même à Bruxelles, il y avait encore un attachement à la laïcité et au socle commun des valeurs. Et puis, au milieu des années

80, la gauche a, par naïveté, par lâcheté, ou, c'est encore plus probable, par opportunisme, tourné le dos à ces valeurs. Il finit maintenant qu'on ait ce débat sur les valeurs, nous l'imposerons. Jusqu'ici, quand on le réclamait, on était marginalisés, caricaturés, insultés.

La gauche, c'est le PS ?

Et le CDH ! Le rapport des assises de l'interculturalité porté par Joëlle Milquet plaçait très clairement pour les accommodements raisonnables, c'est la ligne du CDH depuis toujours à Bruxelles. Ces deux partis ont installé le communautarisme dans notre pays.

Les reproches que vous formulez à l'égard du PS sont de même nature ?

C'est le même magma. Ils ont encouragé le communautarisme. Ils ont négocié notre socle commun des valeurs. Pour le MR, il est toujours resté non négociable. C'est pour cela qu'on veut, après le débat sur la sécurité, imposer le débat sur les valeurs et la neutralité de l'Etat. Si ce qui s'est passé n'est pas un choc suffisant pour que certains remettent en cause le fait de s'être détournés de valeurs qui leur étaient attachées au corps... La gauche s'est détournée de la laïcité pour des raisons d'opportunisme politique.

Où allez-vous « imposer » ce débat ?

Dans tous les parlements ! Il faut l'avoir par rapport à la fonction publique, aux écoles, aux prisons. On veut défendre la neutralité de l'Etat, on ne va pas importer la laïcité à la française. On parle de principes, qui doivent sauvegarder notre système. Parmi les principes, il y a la liberté religieuse. Et nous devons travailler avec les musulmans qui nous rejoignent sur le constat que le communautarisme a divisé et a nourri le radicalisme.

Quelles mesures allez-vous proposer ?

Un exemple, au niveau des signes convictionnels. On constate, tant au niveau des écoles que des entreprises publiques, qu'il y a régulièrement des recours, des procès, qui aboutissent. C'est pour ça qu'avec Richard Millier, j'ai déposé une proposition de modification de la Constitution pour y inscrire le principe de la neutralité de l'Etat. Cela créerait une sécurité sur le plan juridique.

Je vais aussi redéposer une proposition sur la neutralité du parlementaire dans l'exercice de ses fonctions, qui n'a pas à représenter ostensiblement une communauté religieuse. A ce niveau-là, le CDH a ouvert la boîte de Pandore (NDLR, avec Mahinur Ozdemir, députée voilée exclue du parti), c'est lui qui a été le plus loin, il en revient mais comme il a perturbé notre société à travers cet acte qu'il a posé ! Je vais demander à mon président de parti que le MR dépose ce texte dans les autres parlements.

Sur le parcours d'intégration, vous avez été entendus. Satisfait ?

Il faut que ce soit un vrai parcours d'intégration...

Vous avez un doute ?

Oui. Compte tenu des moyens qui sont alloués. Ce n'est pas suffisant. On dira qu'on intègre, mais on n'intégrera pas. De nouveau, oui, ils se sont rendu compte que ce que Daniel Ducarme disait il y a onze ans était une réalité. Mais ça, ils ne le reconnaîtront pas, le commentaire restera le même mépris que celui qu'ils avaient produit à l'époque. Donc, oui, ils ont tourné leur veste du bon côté. Mais c'est juste la veste. Ce n'est pas la mentalité ni la volonté politique. Sinon, ils ne feraient pas de l'intégration à deux sous. Pareil pour le cours de citoyenneté : là aussi on a perdu dix ans. Et même plus en fait : on a perdu plus que du temps.

On a perdu une génération ?

Je crois. On a laissé un certain nombre de personnes prendre place en dehors de nos valeurs. Il faut maintenant travailler pour les générations à venir. Et surtout, et c'est pour ça que j'insiste sur le devoir d'inventaire de la gauche. Je veux qu'ils acceptent de changer leur regard. Pour que la majorité du spectre politique francophone ne fasse pas replonger, dans quelques mois ou quelques années, notre société dans les mêmes travers. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

ANALYSE

L'heure de la revanche pour le MR

« Il existe un socle commun de valeurs, que tout le monde doit partager. Y figurent notamment la neutralité de l'Etat ou l'égalité hommes-femmes. Mais quand j'entends certains propos tenus par des représentants de la communauté islamique, je dis qu'il y a un sérieux problème. » Ainsi parlait... Daniel Ducarme, le 14 février 2002. Dans la foulée, celui qui était à l'époque le président du MR, ajoutait son fameux « l'intégration est un échec ». La polémique éclate aussitôt, PS, CDH et Ecolo ne mâchent pas leurs mots.

Treize ans plus tard, Denis Ducarme reprend, quasi mot pour mot, les propos de son père. Soulignant, lourdement, qu'entre-temps... rien n'a changé. La faute à la gauche, brocarde-t-il, qui a rendu impossible tout débat sur le sujet et, pire, a « bradé nos valeurs ». Rien n'a changé, dit-il... Sauf le contexte. Car, au lendemain des attentats de Paris, alors que notre pays vit toujours sous un niveau 3 de menace terroriste, le débat sur le vivre ensemble, l'intégration, le communautarisme, le radicalisme n'est, d'un coup, plus tabou côté francophone. Le MR y voit un moment pour forcer le passage et mettre à l'agenda ses propositions. Savourant, au passage, deux premières « victoires » : le parcours d'intégration obligatoire et le cours de citoyenneté, « que nous défendons depuis dix ans ». Politiquement, le raisonnement se tient... A un détail près : Denis Ducarme exige un devoir d'inventaire à cette gauche qui a « méprisé » ses coreligionnaires (le souvenir de son père, qu'il ne cite qu'à une seule reprise, est soudain très présent). Pas sûr que l'union nationale résiste à pareille charge.

V.L.A.